



COMITE TECHNIQUE
du 1er Juin 2012
DECLARATION LIMINAIRE

Si l'élection présidentielle a permis de changer de président et donc de donner un cadre nouveau et une possibilité de changer avec les pratiques précédentes, cette élection ne suffira pas, en elle-même, à obtenir un réel changement et une amélioration franche du sort des agents de la Fonction Publique.

Dès lors, comme dans les autres secteurs, ce n'est que par la lutte et par la conviction des agents, que nous pourrons intervenir et gagner sur les revendications.

Néanmoins, on se doit de remarquer une volonté présidentielle et gouvernementale de reconnaître le rôle des organisations syndicales.

Ainsi durant l'entre-deux tours, le futur président s'était adressé aux organisations syndicales en ces termes:

«Vous le savez, j'ai fait du dialogue social une priorité majeure de mon projet présidentiel et un pilier de la méthode de gouvernement qui sera la mienne, si les Français m'en donnent le mandat. C'est la raison pour laquelle il sera érigé en principe constitutionnel... Nous devons passer de la convocation à la consultation, du monologue à la concertation, de l'écoute distante à la négociation.»

Cependant, même si François Hollande s'est clairement engagé sur la fin de la RGPP, un ralentissement du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, un bilan des effets de la Réate ; il a aussi été très clair sur sa volonté de recruter 60 000 enseignants, plus de policiers et de gendarmes, et de personnels pour la justice...sans pour autant augmenter les effectifs dans la fonction publique d'Etat.

Inutile de vous faire une longue explication sur ce que cela signifie pour les autres ministères et en particulier pour le nôtre, et sa plus grosse direction : la DGFIP.

Nous avons clairement été désignés, une fois encore, comme l'administration qui contribuera aux redistributions d'emplois.

Autre point qui mérite toute notre attention : la réforme du réseau de notre administration. Il existe en effet au cœur du projet de notre nouveau président un volet décentralisation. Si l'on se doute que la réforme territoriale aura forcément un impact, on entend désormais parler, au plan national, de plus en plus de fermetures de structures, non seulement de Trésoreries mais aussi de SIP.

Si l'avenir ne s'annonce guère brillant, le présent l'est aussi peu.

Les toutes récentes visites de postes et HMI que nous venons de faire dans le département continuent de faire ressortir une grande lassitude des agents, une grande fatigue et des conditions de travail largement dégradées.

Quels que soient les services, les SIP, les SIE, les petites et moyennes Trésoreries, les domaines et autres services, les agents travaillent en permanence à flux tendu. Les suppressions d'emplois laissent les services exsangues. Nous sommes sur un radeau qui ne tient que par des bouts de ficelle, du colmatage au gré des voies d'eau mais surtout grâce à la conscience professionnelle des agents.

Dans les petites Trésoreries, telles ALGRANGE au sujet de laquelle la CGT vous alerte depuis plusieurs mois, les agents sont contraints de demander la fermeture du poste le mercredi pour pouvoir assurer la gestion courante.

A Forbach, à l'occasion du transfert de la Trésorerie au SIP-SIE, agents des deux filières et mobilier vont s'entasser, pêle-mêle. Les horaires d'ouverture des services respectifs peu compatibles entre eux, compte tenu des contingences de ces services, posent problème, rajoutent des contraintes pour les agents. D'où des tensions supplémentaires.

Si la situation de nos services n'était pas si dramatique, elle en serait risible. Que diraient nos concitoyens s'ils découvraient que les dégagements de fonds publics dans les petites trésoreries sont faits à pied, par les agents, sans la moindre sécurité?

Ou encore que les étudiants stagiaires, faute de personnel titulaire ou vacataire, sont employés dans certains services à des tâches comme par exemple des travaux d'archivage. Ils constituent une manne bienvenue. Cela se comprend. Mais malheureusement, non content de n'être pas rémunérés, ils ne sont pas formés non plus.

Le tableau n'est pas vraiment reluisant.

A ce malaise généralisé, s'ajoutent désormais, pour les personnels, des baisses de rémunération et des pertes de pouvoir d'achat: gel du point d'indice depuis 2011, journée de carence couplée à la réduction des jours ARTT, hausse des cotisations retraite depuis 2011 et l'année prochaine, la Prime de Fonction liée aux Résultats qui consacrera pour la grande majorité des agents une baisse supplémentaire de leur traitement.

Belle récompense après tant d'efforts à s'adapter à la création de la DGFIP , à s'investir pour faire vivre le service public !

Au cours de ce comité technique vous vous apprêtez à nous présenter le bilan social 2011.

Pour la CGT, s'il doit y avoir un bilan social il s'appellera : REGRESSION.

METZ, le 29/05/2012.